



### Informations du Guatemala

2° année / N°50

du 10 au 16 décembre 1983

#### NATIONS-UNIES

L'assemblée générale de l'ONU condamne le régime  
Démission de l'ambassadeur du Guatemala à l'ONU  
Les réactions officielles

#### POLITIQUE

Nouvelles tensions entre le Guatemala et Washington  
Des hélicoptères nord-américains au Guatemala  
Le général Fuentes Corado nommé ambassadeur au Salvador  
"L'ouverture démocratique" manque de crédibilité  
Mejia Victores général de division

#### INSURRECTION

Opérations des FAR dans le Peten  
ORPA : ATTAQUES ET PROPAGANDE  
Autres actions des insurgés

#### CONTRE-INSURRECTION

Lobos Zamora : L'insurrection a l'avantage

#### DROITS DE L'HOMME

54 victimes en 6 jours  
Un séminariste assassiné  
La police tire sur des passants  
53 instituteurs portés disparus  
Deux universitaires enlevés  
Deux dirigeants syndicaux enlevés

## NATIONS UNIES

### L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU CONDAMNE LE REGIME

Le 16 décembre, lors de la réunion plénière de la 39<sup>e</sup> assemblée générale, l'ONU a voté une résolution condamnant le régime guatémaltèque pour la violation des droits de l'homme, ratifiant ainsi le vote du 9 décembre de la Commission chargée des questions sociales et humanitaires au sein de cet organisme.

La résolution exprime la préoccupation de la communauté internationale "par les violations massives des droits de l'homme qui continuent à avoir lieu au Guatemala en particulier par les actes de violence envers les non-combattants, la répression généralisée, les crimes contre les populations rurales et indigènes et leur déplacement en masse, actes qui, selon les informations, ont récemment augmenté".

L'Autriche, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède ont soutenu le projet de résolution. Le gouvernement du Guatemala est sommé de prendre des mesures efficaces afin que toutes les autorités, y compris les forces de l'ordre, respectent sans restriction les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

La résolution lance un appel "à toutes les parties concernées au Guatemala afin d'assurer l'application des normes du droit humanitaire applicables en cas de conflit armé de caractère non international".

Une délégation unitaire de l'opposition guatémaltèque assistait à la 39<sup>e</sup> assemblée générale pour informer les délégués sur les violations des droits de l'homme au Guatemala.

La résolution a recueilli 85 votes pour, 15 contre et 44 abstentions. Les Etats-Unis, Le Salvador, le Honduras, Israël, le Chili, le Paraguay, l'Uruguay, Haïti, la Corée du Sud et les Philippines font partie des pays qui ont voté contre la résolution.

### DEMISSION DE L'AMBASSADEUR DU GUATEMALA A L'ONU

Mario Quinonez Amezquita, ambassadeur du Guatemala aux Nations-Unies, a démissionné le 14 décembre après la condamnation du régime guatémaltèque émise par la 3<sup>e</sup> commission de l'ONU.

Le colonel Carlos Moreira Lopez, vice-ministre des Relations Extérieures, qui assistait à la réunion de l'ONU, a reproché à la mission diplomatique guatémaltèque, et en particulier à Quinonez, de n'avoir pu éviter le vote de la résolution.

### LES REACTIONS OFFICIELLES

Durant la seconde quinzaine de ce mois, de hauts fonctionnaires gouvernementaux ont formulé des critiques à l'égard de l'ONU après le vote de la résolution condamnant le régime guatémaltèque.

"Nous n'accordons aucune importance à cette résolution ; elle fait partie des innombrables résolutions sur le sujet qui sont votées aux Nations-Unies", a déclaré le ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade.

Selon le colonel Carlos Moreira Lopez, vice-ministre des Relations Extérieures, l'ONU "s'est transformée en un forum éminemment politique, adoptant des positions intéressées".

Le ministre de l'Intérieur, Gustavo Adolfo Lopez Sandoval, a accusé l'organisation internationale de rédiger "des rapports partiels" sur la question des droits de l'homme.

Le lieutenant-colonel Edgar Djalma Dominguez, porte-parole de l'armée, a déclaré : "Nous sommes en guerre et la guerre ne tient pas compte des droits humains des personnes".

## POLITIQUE

### NOUVELLES TENSIONS ENTRE LE GUATEMALA ET WASHINGTON

De source officielle, on a appris le 15 décembre que Richard Stone, ambassadeur itinérant des Etats-Unis en Amérique Centrale, avait annulé la visite prévue au Guatemala dans les jours à venir.

Interrogé à propos de l'importance de la visite de Stone, le secrétaire de presse du gouvernement, le colonel Pablo Nuila Hub, a répondu : "C'était peut-être important pour lui" ; M. Stone ne peut se rendre au Guatemala pour des raisons professionnelles".

L'annulation de cette visite coïncide avec les déclarations du ministre des Relations Extérieures dénonçant des pressions exercées pour que son gouvernement assume un rôle plus actif en Amérique Centrale.

"Certains milieux désiraient nous voir nous impliquer plus directement dans le conflit centre-américain tout en participant moins à quelques exercices militaires", avait déclaré Andrade, ce qui avait été interprété comme une allusion claire à l'administration nord-américaine.

D'après le numéro du 12 décembre de l'hebdomadaire nord-américain "Newsweek", le département de la Défense des Etats-Unis étudie un plan d'exercices militaires en commun -Big Pine III- entre les troupes des Etats-Unis, du Guatemala, du Salvador et du Honduras. Le plan devrait être mis à exécution l'été prochain dans une région montagneuse frontalière des trois pays centre-américains.

Les observateurs politiques consultés s'accordent à souligner que l'annulation de la visite de Stone et les déclarations de Andrade sont les manifestations d'un affrontement diplomatique entre le Guatemala et les Etats-Unis.

### DES HELICOPTERES NORD-AMERICAINS AU GUATEMALA

Deux hélicoptères de type Chinook de la Force Aérienne des Etats-Unis, transportant des troupes et un chargement dont on ne connaît pas la nature, sont arrivés le 10 décembre à l'aéroport militaire de la capitale.

Le lieutenant-colonel Edgar Djalma Dominguez, chef des Relations Publiques de l'armée, a déclaré le 1er que les hélicoptères livraient au Guatemala du matériel militaire d'une valeur de deux millions de dollars acheté aux Etats-Unis.

Le 14 décembre, le chef de l'Etat, le général Mejia Victores, et le chef de l'état-major général de l'armée, le colonel Lobos Zamora, ont confirmé l'achat de matériel mais démenti l'information selon laquelle les hélicoptères Chinook en assuraient la livraison.

Selon Mejia, "ces hélicoptères étaient en transit pour une autre direction et nous avons profité de leur capacité pour remorquer un avion accidenté dans le Huehuetenango".

Mejia Victores a précisé que l'un des hélicoptères mentionnés appartenait à la Force Aérienne du Honduras, où les deux hélicoptères sont retournés le 12, ce qui a été confirmé par la presse.

#### LE GENERAL FUENTES CORADO NOMME AMBASSADEUR AU SALVADOR

Selon les informations publiées le 15 par la presse, qui se réfère à des personnes proches du gouvernement, la nomination du général Federico Fuentes Corado comme ambassadeur du Guatemala au Salvador est imminente.

Le général Fuentes Corado, 47 ans, pilote d'aviation, a 29 années de service dans l'institution armée. Le poste le plus élevé qu'il ait occupé est celui de commandant de la Force Aérienne Guatémaltèque. Directeur du Comité de Reconstruction Nationale ces dernières années, il a fondé un organisme utilisé par l'armée à des fins contre-insurrectionnelles.

Ces dernières semaines, Mejia Victores a nommé plusieurs hauts fonctionnaires sur des postes à l'étranger. Début décembre, il a promulgué une nouvelle loi sur l'armée qui met à la retraite entre 200 et 300 officiers. Selon les observateurs consultés, il s'agit d'une tentative pour diminuer les conspirations au sein de l'armée et pour faciliter l'ascension et la nomination des militaires jouissant de la confiance de Mejia.

Il est également possible que la nomination de Fuentes Corado à l'ambassade du Salvador soit liée à la remise en activité du Conseil de Défense Centre-Américain, et, de manière plus générale, à la stratégie nord-américaine dans la région, étant donnée l'expérience du nouvel ambassadeur en matière de contre-insurrection.

#### "L'OUVERTURE DEMOCRATIQUE" MANQUE DE CREDIBILITE

Des groupes de diverses tendances ont manifesté la semaine dernière leur scepticisme devant "l'ouverture démocratique" promise par le régime et rejeté un projet de loi électorale émanant du gouvernement, le qualifiant d'anti-démocratique.

"Il semble qu'on assiste à une pièce de théâtre, un show qu'ils veulent intituler ouverture démocratique ou politique", affirme un communiqué du parti conservateur, la Centrale Authentique Nationaliste (CAN). L'ex-président Carlos Arana Osorio, leader du CAN, a ajouté que "le régime actuel, illégal et mis en place de fait, n'a aucune crédibilité".

Plusieurs groupes, notamment le parti d'extrême-droite, Parti de l'Unité Anti-communiste, le Parti National Rénovateur et le Front Démocratique Populaire, centre-droite, jugent ce projet fasciste, destiné à privilégier certains secteurs politiques liés au régime.

#### MEJIA VICTORES GENERAL DE DIVISION

Le général de brigade Oscar Humberto Mejia Victores, chef de l'Etat a été nommé général de division lors de la cérémonie célébrée le 13 décembre à son retour d'Argentine où il assistait à la cérémonie d'investiture du président Alfonsín.

## INSURRECTION

### OPERATIONS DES FAR DANS LE PETEN

Deux affrontements armés entre les troupes officielles et les unités des Forces Armées Rebelles (FAR) ont eu lieu les 12 et 13 décembre dans les environs des villages Yaxchilan et La Tecnica, dans la municipalité La Libertad, département du Peten (Nord du pays).

Les FAR, qui font partie de L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), assurent avoir causé de lourdes pertes à l'armée au cours des deux affrontements et avoir récupéré de l'armement et des munitions sans subir aucune perte.

Du côté des Relations Publiques de l'armée, on signale que les insurgés ont fait exploser au moins 10 mines au passage d'un convoi militaire à Yaxchilan ; 6 soldats sont morts et 14 ont été blessés.

### ORPA : ATTAQUES ET PROPAGANDE

Les 12 et 13 décembre, les contingents de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) ont attaqué durant deux heures les détachements militaires de Sibinal et El Manantial, dans les départements de San Marcos et Suchitepequez, respectivement situés à l'Ouest et au Sud-Ouest du pays. Ils ont également attaqué l'ambassade du Salvador dans la capitale.

Les militaires ont fait savoir à la presse que 40 soldats au moins avaient été gravement blessés à Sibinal et transportés en hélicoptère à l'Hôpital Militaire de la capitale, où l'état d'alerte générale avait été déclaré.

Le détachement en question comptait plus de 100 hommes. Un communiqué de l'ORPA assure avoir infligé 6 pertes humaines à l'armée.

Le 13, les unités de l'ORPA ont attaqué au moyen de fusils et de grenades l'ambassade du Salvador, dans le 9<sup>e</sup> district de la capitale. L'ambassade est située à proximité de l'endroit où, ce jour-là, on célébrait la nomination du général Mejia Victores au grade de général de division. L'ambassadeur du Salvador a reconnu que l'assaut avait été "très fort" et qu'un membre du service de sécurité était mort.

D'autre part, l'ORPA a réalisé plusieurs opérations de distribution de propagande révolutionnaire les 10 et 11 décembre dans la capitale. L'organisation assure n'avoir souffert aucune perte au cours de ces opérations.

### AUTRES ACTIONS DES INSURGES

On a appris par un communiqué officiel du 10 décembre que les troupes officielles et les insurgés se sont affrontés dans la municipalité de Santa Cruz Barillas, dans le département du Huehuetenango (Nord-Ouest du pays), zone où opère l'Armée Guérillera des Pauvres (EGP).

Ce même communiqué relate également une embuscade tendue le 10 par les insurgés à une patrouille militaire et à une patrouille de la police du contrôle économique. Les embuscades ont été menées successivement au moyen d'explosifs, à la hauteur du 59<sup>e</sup> km de la route transaméricaine, sur l'Altiplano Central, département du Chimaltenango. Aucune perte n'a été signalée.

D'autre part, on a appris par la presse que les insurgés avaient occupé le 9 un village du département de Alta Verapaz, au Nord du pays.

## CONTRE - INSURRECTION

### LOBOS ZAMORA : L'INSURRECTION A L'AVANTAGE

Le colonel Rodolfo Lobos Zamora, chef de l'état-major général de l'armée, a reconnu le 11 que les actions politico-militaires du mouvement insurrectionnel avaient augmenté ces dernières semaines. Il a annoncé que l'armée allait "mettre en place un nouveau plan contre-insurrectionnel".

Lobos Zamora a reconnu que l'armée n'avait pas l'avantage dans sa lutte contre la guérilla, ceci étant du au fait qu'elle agit dans la clandestinité.

Au milieu de l'année, l'armée avait annoncé la mise en place d'un plan contre-insurrectionnel, "Firmeza 83". Les organismes humanitaires nationaux et internationaux ont depuis remarqué une augmentation de la violation des droits de l'homme dans le pays.

## DROITS DE L'HOMME

### 54 VICTIMES EN 6 JOURS

Selon les données fournies par la police, la presse, les tribunaux et les organismes d'assistance, 54 personnes ont été victimes de la violence officielle entre le 9 et le 15 décembre.

23 personnes ont été assassinées (parmi elles, un séminariste, un étudiant et 2 femmes), 18 ont été enlevées et portées disparues (dont 2 syndicalistes, 2 enfants de 4 et 8 ans, un étudiant, un citoyen nord-américain) et 13 ont été blessées par balle.

### UN SEMINARISTE ASSASSINE

Le 13 décembre, le lieutenant-colonel Edgar Djalma Dominguez, porte-parole de l'armée, a reconnu l'assassinat du séminariste Prudencio Garcia Mendoza par les forces du gouvernement. L'assassinat a été commis dans le département du Huehuetenango (Nord-Ouest du pays), le 11 décembre.

Les auteurs du crime n'ont pas été arrêtés. Les tribunaux civils et militaires, de même que la police et l'armée affirment ne pas connaître l'affaire et se renvoient la balle.

Ramon Zelada Carrillo, sous-secrétaire de presse du gouvernement, se référant à cet assassinat a déclaré : cela "ne constituera pas un motif d'éloignement entre l'Eglise et l'Etat. Néanmoins, l'archevêque Penados del Barrio n'est pas venu accueillir le général Mejia Victores à son retour d'Argentine et n'a pas assisté à la cérémonie de sa nomination au grade de général de division, alors qu'il était invité.

### LA POLICE TIRE SUR DES PASSANTS

Le 12 décembre, dans un quartier du centre de la capitale, les policiers ont ouvert le feu sur des passants, blessant au moins trois d'entre eux, dont Juan Chicoj, âgé de 14 ans.

D'après la version officielle, les agents poursuivaient un voleur. Le colonel Mario Ramirez Ruiz, porte-parole de la police nationale, a prévenu que les forces de l'ordre continueraient à tirer sur la voie publique ; les passants "ne doivent pas rendre la tâche des agents difficile" et "doivent se coucher à terre lorsqu'ils entendent des tirs".

#### 53 INSTITUTEURS PORTES DISPARUS

Selon une information de l'Association d'entraide de l'Education Nationale, 53 instituteurs ont été enlevés et portés disparus ces derniers mois. La majorité a été enlevée dans les zones rurales où sont menées des opérations contre-insurrectionnelles.

Dans un document remis à la presse, l'association signale que, jusqu'à présent, les démarches menées auprès des autorités militaires et judiciaires afin de retrouver la trace des disparus ont été infructueuses.

#### DEUX UNIVERSITAIRES ENLEVES

Le Conseil Supérieur Universitaire (CSU) de l'Université de San Carlos de Guatemala a dénoncé le 12 décembre l'enlèvement du professeur Eugenio de Leon Gudiel et de l'étudiant Hector Felipe Villegas.

Selon le CSU, ces personnes ont été enlevées "en plein jour" dans la seconde quinzaine de décembre. Le nombre d'étudiants et d'enseignants enlevés et portés disparus en 1983 s'élève actuellement à 53. Le CSU en fait porter la responsabilité aux forces de l'ordre.

#### DEUX DIRIGEANTS SYNDICAUX ENLEVES

La Centrale Nationale des Travailleurs (CNT) a dénoncé le 10 décembre l'enlèvement de José Luis Lopez Bran et de Miguel Angel Gomez par les forces de sécurité du gouvernement. Lopez Bran et Angel Gomez sont les dirigeants du syndicat de l'usine de sucre Pantaleon, dans le département de Escuintla (Sud du pays). L'enlèvement a eu lieu au milieu de la première semaine de décembre.

Le communiqué de la CNT signale également que les autorités sont de connivence avec le secteur privé pour ne pas respecter la législation du travail.

L'enlèvement s'est produit peu de temps après que le rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, le vicomte Colville de Culross, ait donné lecture de son rapport dans lequel il remarque le respect "exemplaire" des droits de l'homme observé dans cette usine.

Néanmoins, les travailleurs du centre sucrier affirment que les dirigeants syndicaux avaient dénoncé auprès du vicomte Colville les violations aux droits humanitaires et sociaux dont est victime la population travaillant dans le centre Pantaleon.